

un régime centriste se situant quelque part entre l'extrême-droite et l'extrême-gauche. En fait, les gens qui contrôlent le Salvador aujourd'hui ne sont pas la poignée de civils dont fait partie le président Duarte. Les gens qui exercent le contrôle du pays sont l'Armée et ses dirigeants. C'est un régime répressif de droite; ce n'est pas un gouvernement modéré ni centriste.

### **Une parodie de démocratie**

On prétend aussi que le gouvernement actuel s'est engagé à tenir des élections démocratiques l'année prochaine à un certain niveau et dans deux ans à un autre, et que le monde entier devrait appuyer ce prétendu effort de démocratisation. Dans un tel climat, où des dizaines de personnes innocentes sont assassinées chaque semaine, comment peut-on parler sérieusement d'élections démocratiques? Qui se porterait candidat à des élections au Salvador? Un démocrate-chrétien progressiste, un social-démocrate? Y aurait-il des candidats autres que ceux de l'extrême droite? La réponse est non. Il y a eu trois élections depuis la fin des années 60 au Salvador et chaque fois l'armée en a rejeté les résultats.

De plus, le barreau salvadorien lui-même refuse d'aider le gouvernement à rédiger le règlement d'élection parce qu'il reconnaît, comme la plupart, que ce serait travestir la démocratie que de tenir des élections dans les conditions actuelles.

On affirme également, dans certains milieux, que les deux parties, le Front révolutionnaire autant que la Junte sèment la terreur. J'ai parlé à des gens que je juge dignes de foi et capables d'interpréter honnêtement ce qui se passe. J'ai particulièrement discuté de ce sujet avec monsieur Roberto Cuellar, directeur du service juridique de l'archevêché de San Salvador. Selon les enquêtes de l'archevêché, 80 à 90% des actes de terrorisme sont imputables aux forces de sécurité du Salvador. Ils ne sont généralement pas le fait du Front populaire. Il est évident que certains actes de violence sont commis par le Front. Il ne s'agit cependant pas de la pratique systématique à laquelle se livrent les forces de sécurité avec au moins l'accord tacite, sinon la complicité, de l'armée salvadorienne.

Enfin, il est un dernier mythe que je voudrais dissiper: on croit généralement que si la guerre civile se poursuit, les deux parties en sont responsables. J'aimerais rappeler ici qu'une seule partie a manifesté le désir de négocier un règlement — c'est le Front de libération — qui comprend des sociaux-démocrates, des démocrates-chrétiens et des marxistes-léninistes. Le Front veut mettre un terme à la violence par voie de négociation. Le gouvernement, quant à lui, tient à tout prix à remporter une victoire militaire sur le terrain.

En conclusion, il faut faire directement appel à la générosité de tous. Il est grand temps que nous, au Canada, que tous ceux d'Amérique centrale, de l'Europe de l'ouest et d'ailleurs dans le monde, qui ont encore le respect de la dignité humaine, affirmions d'un commun accord que ce conflit et ses atrocités ont trop duré. Les Canadiens, quant à eux, tiennent sûrement à ce que leur gouvernement fasse preuve d'initiative à l'égard de la tragédie qui se joue présentement au Salvador.